

RDC/Burundi : Pénurie d'essence et pénurie d'essence

La Libre Afrique, 9 septembre 2022 Les difficultés d'approvisionnement en carburant à Bujumbura et Kinshasa sont énormes. Mais l'origine du problème est bien différente! Un incendie est survenu ce jeudi 8 septembre dans une station-service de Bujumbura, sur la 11e avenue. Un accident qui va encore peser un peu plus sur le quotidien des habitants de l'ancienne capitale confrontés depuis des semaines à des problèmes d'approvisionnement. Cet incendie va aussi gêner la collecte de nombreux chauffeurs de moto-taxis et de tuktuks stationnés devant la station-service qui ont vu leur gagne-pain partir en flammes.

Au pays du président par intérim Ndayishimiye (alias Neva) et du tout nouveau Premier ministre Gervais Ndirakobuka, l'origine de ces pénuries a été clairement identifiée. Le pouvoir manque cruellement de devises pour acheter le pétrole qui arrive au port tanzanien de Dar-es-Salaam. Les autorités ont tout fait pour éliminer l'ancienne structure qui gère l'essentiel de l'approvisionnement du pays en carburant. Une société, Interpetrol, qui était entre les mains d'un homme d'affaires d'origine indo-pakistanaise né au Burundi, Taruk Bashir, proche de l'ancien président Pierre Nkurunziza. Son successeur, Neva, pensait pouvoir mettre en place une nouvelle société gérée par ses proches, histoire d'éviter l'intermédiaire et de récolter de gros dividendes. Mauvais calcul. « On ne remplace pas du jour au lendemain une structure comme Interpetrol, nous explique un habitant de Bujumbura qui connaît bien ce marché. Bashir disposait d'une importante flotte de camions, de lieux de stockage et même des points de vente, ce qui en faisait un acteur important sur le marché burundais et même régional qui lui permettait même de négocier un peu les prix. » Rien de tout cela avec les nouveaux venus, ce qui n'a fait qu'ajouter de la tension à la tension et augmenter les difficultés d'approvisionnement. Et en RDC ? Depuis quelques jours, Kinshasa connaît aussi de grandes difficultés d'approvisionnement. Les files sont devenues kilométriques devant les stations-service et le prix du litre d'essence s'envole pour ceux qui ont les moyens de payer. « Je n'avais pas le choix, je ne pouvais pas passer des heures à une station-service sans savoir si je pourrais obtenir quelques litres. j'ai payé 80.000 francs congolais pour dix litres, soit 8.000 francs le litre (4 dollars!). A ce prix-là, la capitale sera vite paralysée », explique ce jeudi un usager. Mais à Kinshasa, contrairement au Burundi, il ne s'agit pas d'un changement de partenaire ou d'un réglage de comptes. La responsabilité en incombe aux dirigeants politiques chargés de l'approvisionnement en hydrocarbure. Le ministre de l'Économie Jean-Marie Kalumba Yuma ? L'homme a été démis de ses fonctions par un vote de confiance de l'Assemblée nationale le 30 mars dernier et il n'a toujours pas été remplacé ! Le ministre des Transports. Une cible tentante pour le pouvoir. Chérubin Okende, membre de l'Union sacrée est un proche de Moïse Katumbi. Souci, le ministre des Transports, dans ce dossier, se situe bien loin en aval de l'achat des carburants. Reste dès lors la responsabilité partagée du ministre des Hydrocarbures (Didier Budimbu, bien connu des autorités belges) et le ministre des Finances Nicolas Kazadi. La situation à Kinshasa relève de la gestion de ces responsables politiques qui ont déjà été aidés deux reprises par l'envoi par Luanda de camions de carburant. Mais les Angolais ne sont pas allés plus loin rappelant à leurs homologues congolais le fameux adage « deux fois mais pas trois ». Selon les informations transmises au ministre des Hydrocarbures par la société SEPCongo, « une expertise en logistique pétrolière »; il faut s'attendre à des complications dans la capitale congolaise. La « rupture totale » des stocks d'essence à la consommation est attendue pour le 16 septembre. L'arrivée du prochain tanker d'essence est annoncée pour le 17 septembre à Banana. Malheureusement, les experts expliquent que « la mise en consommation de ce lot ne pourra intervenir que le 24 septembre ». Les Kininois doivent donc prévoir de forts embarras de circulation entre ces deux dates. Et ce n'est pas l'annonce, par le ministre des Hydrocarbures, de la mise en circulation de 100 bus dans un tout proche avenir qui va apporter une réelle réponse à cette crise kinoise. Hubert Leclercq